

Entretien avec Jean-Paul Fitoussi,
économiste,
professeur à Science Po

**« *Chaque individu est un livre :
plus vous faites de rencontres,
plus votre bibliothèque s'étoffe* »**

L'absence de mixité sociale a-t-elle un impact sur l'économie ?

Le coût global de la non-intégration sociale des zones urbaines défavorisées est considérable. Tout conduit à le penser : la ségrégation urbaine pèse sur le fonctionnement de la société, le bien-être des personnes et le bien-être collectif, la cohésion et la justice sociales et donc sur l'efficacité d'ensemble du système économique. Souffrance des populations non-intégrées, stigmatisations, tensions diverses entre les individus et les groupes sociaux, existence de forces productives inactives qui s'atrophient, détournement d'une partie non négligeable des forces productives pour prendre en charge les dysfonctionnements sociaux (police, justice, éducation prioritaire, protection privée...). Le traitement social de la non-intégration, comme celui du chômage, nécessite en outre des mesures d'une grande complexité, d'autant plus grandes qu'elles s'immiscent dans la vie des personnes et réduisent leur autonomie. L'ensemble de ces coûts est difficile à évaluer, mais il importe de ne pas les mésestimer lorsqu'on examine les mesures susceptibles de favoriser l'intégration dans le corps social.

Le phénomène n'est pas nouveau, mais il est aujourd'hui aggravé par l'absence de mobilité dans les quartiers défavorisés...

Les inégalités sociales se sont durablement inscrites dans l'espace de nos villes. Cette polarisation socio-spatiale procède d'un chômage de masse persistant qui atteste la disparition d'une garantie collective d'activité, fige les positions et enferme les populations des zones défavorisées dans une situation où l'absence de perspectives obstrue le devenir social. Le chômage de masse est comme un « trou noir » en expansion au cœur de notre système social : il engloutit les logiques d'intégration. Plus encore, il engendre une dynamique de divergence urbaine. Celle-ci se propage dans le temps et dans l'espace : elle se perpétue à travers les inégalités d'accès à l'éducation, à la formation, au logement et aux équipements collectifs. C'est pourquoi les quartiers défavorisés sont menacés de désintégration sociale.

Les habitants des quartiers difficiles sont donc pris dans un cercle vicieux qui les empêche d'accéder à l'emploi...

Les disparités socio-économiques s'inscrivent dans l'espace de la ville : les groupes sociaux défavorisés se concentrent dans certains quartiers avec lesquels les groupes les plus aisés prennent leur distance. Ainsi naît le processus de ségrégation urbaine. Elle stigmatise les habitants des quartiers en difficulté, qui ont beaucoup plus de mal à trouver du travail que les autres. C'est le phénomène de la « file d'attente généralisée ». Sans le dire, les recruteurs classent les demandeurs d'emploi en fonction de leur

nom, donc de leur origine, et de leur adresse. Quand la reprise économique survient, les habitants des quartiers défavorisés sont les derniers à en profiter. Et plus vous restez longtemps au chômage, plus il est difficile de retrouver un travail. Ce phénomène est aggravé par la moindre mobilité de ces populations, qui réduit le bassin d'emploi auquel elles peuvent accéder.

Certains pays semblent s'accommoder de l'existence de ghettos de riches et de pauvres. Les Etats-Unis, par exemple. Et leur économie ne semble pas en souffrir. Que faut-il en conclure ?

Il s'agit d'un pays profondément inégalitaire et caractérisé par une grande violence. On ignore si son modèle de développement est soutenable à long terme. L'élection de Donald Trump soulève d'ailleurs beaucoup d'interrogations sur ce plan. L'absence de mobilité entre les quartiers riches et les quartiers pauvres entraîne un gâchis considérable en termes de capital humain. En effet, c'est au contact de gens différents qu'on apprend, qu'on s'enrichit intellectuellement ! Prenons le Brésil : c'est un pays qui a des atouts considérables, un producteur important de matières premières agricoles, de pétrole et de minerais. Pourtant, son développement économique est fortement pénalisé par les inégalités sociales, dont l'ampleur entraîne un climat d'insécurité dans les grandes villes. Au Brésil comme aux Etats-Unis, le premier réflexe de « ceux qui s'en sortent » consiste à fuir leur milieu et leur lieu d'origine. C'est pourquoi il est très difficile de favoriser l'essor des quartiers défavorisés.

Sur le plan économique, pourquoi faudrait-il à tout prix rechercher le brassage social ?

L'entre-soi, l'autarcie, ne permet pas d'optimiser le capital humain. L'absence d'interactions entre les classes sociales est un frein au développement de notre intelligence collective. Lorsque vous habitez Paris mais que vous ne franchissez jamais le périphérique, que vous évitez certains quartiers prétendument mal famés, vous ne vous confrontez pas à une autre réalité que la vôtre, vous finissez par vivre dans un monde abstrait. Chaque individu est un livre : plus vous faites de rencontres, plus votre bibliothèque s'étoffe. Une expérience a été tentée en Italie : des étudiants de l'université Luiss, à Rome, ont été envoyés dans des fermes à la campagne pour y travailler. Il en a résulté un enrichissement mutuel considérable. Lorsque vous multipliez les contacts entre classes sociales, vous réduisez la méfiance et les a priori. Or, la confiance est un facteur déterminant sur le plan économique car elle conditionne le bien-être et les relations commerciales. On a besoin d'harmonie entre les classes sociales pour augmenter la productivité globale.

En France, beaucoup de salariés vivent dans la peur de perdre leur emploi, une crainte souvent entretenue par leur hiérarchie...

Cette peur est contre-productive. Elle est même destructrice car seule la confiance peut favoriser la productivité et l'innovation. Lorsque vous êtes en confiance, vous osez entreprendre et innover car vous pensez avoir droit à l'erreur. L'absence de confiance détruit le contrat social : seule la confiance vous donne envie de vous investir dans la société où vous habitez. Lorsque les gens n'arrivent plus à vivre décemment avec leur salaire, l'insécurité augmente. Le creusement des inégalités favorise la violence, incite à épargner davantage, ce qui pénalise la consommation. Quand les inégalités sont trop fortes, la demande faiblit, ce qui finit aussi par affecter l'investissement.

En tant qu'économiste, quel regard portez-vous sur la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU) ?

Elle est nécessaire mais pas suffisante. Pour favoriser la mobilité sociale, il faut agir au niveau de l'embauche, pas seulement au niveau du logement. En outre, je constate que beaucoup de communes n'appliquent toujours pas la loi SRU ou la contournent.

Les gens qui vivent dans des quartiers à forte concentration de logement social le font souvent à contrecœur, notamment parce que ces quartiers manquent d'équipements collectifs, que l'accès à l'éducation y est difficile et que la sécurité physique et économique des personnes n'est pas toujours garantie. Jean-Louis Borloo (alors Parti radical) est sans doute le ministre qui a fait le plus pour ces quartiers, à travers la rénovation urbaine. Mais rénover les logements ne suffit pas. Pour réussir, il faut que les enfants aillent à l'école et qu'ils puissent trouver un emploi à la sortie. On a cru pouvoir améliorer les choses en repeignant les immeubles, mais c'est un problème complexe qu'il faut traiter dans sa globalité.

PROPOS RECUEILLIS PAR JÉRÔME PORIER